



Conseil de sécurité

Briefing
La situation au Moyen-Orient

New York, le 10 octobre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais, comme mes collègues, remercier la France d'avoir demandé cette réunion d'urgence ainsi que la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et le Secrétaire général adjoint Lacroix de leurs interventions.

La Suisse est préoccupée au plus haut point par l'intensification du conflit entre Israël et le Hezbollah. Lors des deux dernières semaines, plus de 1500 personnes ont été tuées dont de nombreux civils et plus de 120 enfants. Le système de santé libanais est au bord de l'effondrement, une grande partie du pays est soumise à des ordres d'évacuation d'Israël et plus d'un million de personnes ont déjà été déplacées selon le Ministère libanais de la Santé. En même temps le Hezbollah continue de lancer des roquettes sur Israël, y compris jusqu'à Tel Aviv. Ces tirs ont fait des morts, des blessés et des dégâts. De plus, ils continuent d'empêcher le retour des personnes déplacées du nord d'Israël.

La Suisse condamne les attaques du Hezbollah contre Israël et sa population ainsi que toutes les autres violations du droit international pour lesquelles ce groupe est responsable. La Suisse condamne aussi toutes les violations du droit international par Israël au Liban, notamment les frappes aériennes ayant provoqué des nombreuses victimes civiles. Toutes les hostilités doivent cesser immédiatement. La souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et d'Israël doivent être respectées. La rhétorique incendiaire et les menaces de poursuite des hostilités sont irresponsables et doivent également prendre fin.

Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, on l'a entendu. Cette guerre va attiser la haine des deux côtés et rendre une solution pacifique d'autant plus difficile à l'avenir. La Suisse appelle à un cessez-le-feu immédiat. Nous soutenons tous les efforts pour arriver à une solution diplomatique. Toutes les parties doivent se réengager en vue de la mise en œuvre intégrale de la résolution 1701. Cette résolution est reconnue par tous et dresse le chemin pour résoudre les causes sous-jacentes du conflit.

Le droit international humanitaire doit être respecté par toutes les parties, en toutes circonstances. Les attaques à l'encontre des civils sont interdites. Les parties doivent en tout temps distinguer entre civils et combattant, et prendre toutes les précautions possibles pour épargner les civils, y compris le personnel humanitaire. Nous rappelons que les infrastructures médicales et le personnel médical bénéficient en outre d'une protection spécifique. Il est inacceptable que de nombreux civils, y compris des secouristes ainsi que du personnel médical, aient été tués. Nous rappelons que les attaques dirigées à l'encontre des civils et de l'infrastructure civile indispensable constituent des crimes de guerre sur lesquels les Etats compétents ont l'obligation d'enquêter et de poursuivre les suspects.

Nous condamnons fermement les tirs des Forces de défense israéliennes sur les positions de la FINUL qui ont fait des blessés aujourd'hui. La lumière doit être faite sur ces incidents et sur les responsabilités. Nous attendons des Forces de défense israéliennes et du Hezbollah qu'ils garantissent la sécurité des troupes. En tant que fournisseur des troupes par l'intermédiaire de l'ONUST, la Suisse soutient pleinement la FINUL dans la mise en œuvre de son mandat et la décision de maintenir toutes les positions. De plus, nous saluons les efforts que la FINUL et l'UNSCOL continuent à livrer pour la déconfliction, pour réduire les tensions et assurer la liaison entre les parties. De même, nous saluons l'aide humanitaire fournie par les agences onusiennes – mais aussi par des ONGs ou des volontaires. Hier, le gouvernement suisse a d'ailleurs signifié son intention d'allouer 7 millions de francs supplémentaires d'aide humanitaire pour répondre aux besoins de la population.

Excellences, nous exhortons toutes les parties dans la région à la retenue, au strict respect du droit international et à œuvrer urgemment à la désescalade. Tout autre comportement peut conduire à un embrasement régional. Ce Conseil doit s'exprimer d'une voix unie pour obtenir un cessez-le-feu au Liban et soutenir les parties à retrouver la voie diplomatique. Faisons tout pour que les civils ne continuent pas à payer le prix de l'incapacité à trouver une solution politique et qu'ils puissent – enfin – vivre en paix et en sécurité.

Je vous remercie.

Unofficial translation

I will now make a statement in my national capacity.

Like my colleagues, I would like to thank France for having requested this emergency meeting, as well as Under-Secretary-General DiCarlo and Under-Secretary-General Lacroix for their statements.

Switzerland is extremely concerned about the intensification of the conflict between Israel and Hezbollah. Over the past two weeks, more than 1,500 people have been killed, including many civilians and more than 120 children. The Lebanese health system is on the verge of collapse, a large part of the country is under evacuation orders from Israel and more than a million people have already been displaced, according to the Lebanese Ministry of Health. At the same time, Hezbollah continues to fire rockets into Israel, including as far as Tel Aviv. These rockets have caused deaths, injuries and damage. In addition, they continue to prevent the return of displaced persons from northern Israel.

Switzerland condemns Hezbollah's attacks against Israel and its population as well as all other violations of international law for which this group is responsible. Switzerland also condemns all violations of international law by Israel in Lebanon, in particular the air strikes that have caused numerous civilian casualties. All hostilities must cease immediately. The sovereignty and territorial integrity of Lebanon and Israel must be respected. The inflammatory rhetoric and threats to continue hostilities are irresponsible and must also come to an end.

There is no military solution to this conflict, we have heard it. This war will fan the flames of hatred on both sides and make a peaceful solution all the more difficult in the future. Switzerland calls for an immediate ceasefire. We support all efforts to reach a diplomatic solution. All parties must recommit themselves to the full implementation of Resolution 1701. This resolution is recognised by all and paves the way to resolving the underlying causes of the conflict.

International humanitarian law must be respected by all parties in all circumstances. Attacks on civilians are prohibited. The parties must at all times distinguish between civilians and combatants, and take all possible precautions to spare civilians, including humanitarian personnel. We recall that medical facilities and medical personnel also benefit from specific protection. It is unacceptable that many civilians, including relief workers and medical staff, have been killed. We reiterate that attacks on civilians and essential civilian infrastructure constitute war crimes which the competent States have an obligation to investigate and prosecute.

We strongly condemn the firing by the Israel Defence Forces on UNIFIL positions that caused injuries today. Light must be shed on these incidents and on those responsible. We expect the IDF and Hezbollah to guarantee the safety of the troops. As a contributor of troops through UNTSO, Switzerland fully supports UNIFIL in the implementation of its mandate and the decision to maintain all positions. In

addition, we welcome the efforts that UNIFIL and UNSCOL continue to make to deconflict, reduce tensions and ensure liaison between the parties. We also welcome the humanitarian aid provided by UN agencies - but also by NGOs and volunteers. Yesterday, the Swiss government announced its intention to allocate a further CHF 7 million in humanitarian aid to meet the needs of the population.

Excellencies, we urge all parties in the region to exercise restraint, to strictly respect international law and to work urgently towards de-escalation. Any other behaviour could lead to a regional conflagration. This Council must speak with one voice to obtain a ceasefire in Lebanon and support the parties in returning to the diplomatic track. Let us do all we can to ensure that civilians do not continue to pay the price for the failure to find political solutions and that they can - at last - live in peace and security.

I thank you